



Narendra Modi, «une variante très indienne de l'autocratie»

Le premier ministre nationaliste hindou a gagné les élections générales en Inde il y a exactement trois ans, le 16 mai 2014. Sa conception musclée du pouvoir inquiète, même si elle n'a pas grand-chose à voir avec celle d'un Erdogan ou d'un Poutine.

Bombay (Inde), de notre correspondant. – De l'art de transformer les peurs des citoyens en victoire électorale. Tel est le sujet d'un livre paru fin mars aux États-Unis*. L'ouvrage n'analyse pas les parcours comparés d'Emmanuel Macron et Marine Le Pen en France, mais la dérive autoritaire de deux dirigeants en place : le président Recep Tayyip Erdogan en Turquie et le premier ministre Narendra Modi en Inde. Signé de Basharat Peer, journaliste d'origine indienne travaillant au *New York Times*, il est sans appel pour le leader nationaliste indien qui fête, mardi 16 mai, le troisième anniversaire de sa très large victoire électorale l'ayant porté au pouvoir pour cinq ans.

L'auteur estime qu'en s'appuyant sur la supériorité supposée de la religion hindoue, la politique menée par Modi depuis 2014 a « *complètement dénaturé l'esprit civique du pays et mis fin au consensus qui prévalait depuis Nehru autour de la notion de laïcité* ». De même qu'Erdogan s'est transformé au fil du temps en porte-drapeau de la droite nationaliste de son pays, en faisant des Kurdes le bouc émissaire de toutes ses difficultés, Modi aurait lui aussi enfilé l'habit de l'autocrate en instrumentalisant la question du Cachemire, territoire revendiqué par le Pakistan et seul État de l'Inde où la population est majoritairement musulmane.



Narendra Modi et Nawaz Sharif le 25 décembre 2015 au Pakistan

« *La comparaison est éclairante* », estime Basharat Peer, car dans les deux cas « *les frontières du pays sont traitées avec intolérance pour mieux exalter le sentiment nationaliste et renforcer l'autorité de l'État central* ». Selon lui, Erdogan et Modi sont encouragés dans cette voie par un électorat qui se détermine de plus en plus « *en fonction des questions religieuses et ethniques qui le traversent, de son angoisse économique et de sa déception à l'égard des élites* », dit-il. Cette impression a été renforcée par la visite officielle de Recep Tayyip Erdogan en Inde, fin avril. Bien que la Turquie soit une alliée du Pakistan et que son président ait recommandé à son hôte, Narendra Modi, d'être plus souple sur le Cachemire, les deux hommes ont semblé partager une même vision du monde. Ils ont appelé à une recomposition du Conseil de sécurité de l'ONU afin que celui-ci « *reflète la réalité du XXI e siècle et non celle du passé* ».

« *Ce qu'Erdogan et Modi ont en commun va bien au-delà de la vision controversée qu'ils ont de ce à quoi doit ressembler une démocratie dans une époque marquée par le retour du religieux* », a observé le site d'information indien DailyO dans un éditorial sévère, lundi 1^{er} mai. Bien qu'il détienne ses pouvoirs du suffrage universel et qu'il n'ait pas cherché, depuis son élection, à modifier les institutions de l'Inde pour renforcer ses pouvoirs, Narendra Modi ne trouve manifestement rien à redire aux méthodes d'Erdogan, et notamment au récent référendum qui a rendu celui-ci tout-puissant.



[Visualiser l'article](#)

« L'un comme l'autre essaient d'imposer un ordre religieux à des démocraties chaotiques caractérisées par le principe constitutionnel de laïcité », note DailyO, qui pose deux questions : « Erdogan et Modi sont-ils disposés à mettre fin à la montée des violences que la majorité fait subir aux minorités dans leurs pays respectifs ? Et sont-ils prêts à laisser la presse jouir de leur pleine liberté d'expression et critiquer de manière intrépide l'autoritarisme croissant du gouvernement ? »

D'après Anupama Ghosh, contributeur indien aux travaux de réflexion du Centre de recherche politique sur la Turquie, « Erdogan et Modi ont tous deux des origines modestes et sont arrivés au sommet en s'opposant à des élites laïques incapables de tirer les bénéfices du développement économique pour se maintenir au pouvoir ». Ces deux orateurs charismatiques se sont promis de « faire la guerre à la corruption » qui caractérisait selon eux leurs prédécesseurs et ils ont développé « des thématiques populistes de droite, mêlant l'image d'un passé national glorieux à la prétendue menace du monde extérieur, pour justifier un pouvoir fort ». Aujourd'hui, ils considèrent d'ailleurs que ceux qui les critiquent sont « des ennemis de la nation ».

En Inde, le délit de sédition – que le Larousse définit comme le « soulèvement concerté et préparé contre l'autorité établie » – est revenu au goût du jour pour justifier l'arrestation de blogueurs ou de simples citoyens qui osent dire ce qu'ils pensent sur les réseaux sociaux. Une partie de la population proteste. En 2015, toute une série de personnalités, historiens, scientifiques, cinéastes, avaient ainsi rendu les récompenses qu'ils avaient obtenues dans leur profession, en guise de protestation contre la montée de l'autoritarisme dans le pays. En 2016, l'association Reporters sans frontières a pour sa part dénoncé « l'indifférence » de Narendra Modi aux difficultés rencontrées par la presse, et en particulier aux anathèmes lancés contre elle par différents groupes religieux de plus en plus prompts à se déclarer « offensés » par les médias.

Il n'en reste pas moins que depuis l'arrivée au pouvoir de Modi, l'Inde a remonté quatre petites places dans le classement annuel de la liberté de la presse dans le monde. En 2014, elle était 140 e sur 180, cette année elle est 136 e (la Turquie est quant à elle classée actuellement 155 e). Parmi toute la presse indienne anglophone, de nombreux quotidiens et hebdomadaires restent d'ailleurs ouvertement très critiques à l'endroit de la politique menée depuis trois ans par les nationalistes hindous et personne n'a encore réussi à les faire taire, comme cela arrive sous d'autres latitudes et d'autres régimes.

* *A Question of Order: India, Turkey, and the Return of Strongmen*, Basharat Peer, Columbia Global Reports, 160 pages, mars 2017

Dans les deux dernières éditions dominicales de *The Indian Express*, l'ancien ministre des finances de centre-gauche Palaniappan Chidambaram, qui compte parmi les derniers éléphants du Parti du Congrès, a ainsi développé « le sentiment de naufrage grandissant » qui l'habite en voyant la laïcité « tournée en ridicule » et les libertés « défiées » dans le sous-continent. Il n'est plus possible de critiquer le gouvernement, le chef des armées ou le gouverneur de la banque centrale, réputé proche de Modi, affirme-t-il, et si l'on en croit l'étude publiée en avril par le Pew Research Centre, un *think tank* américain, l'Inde est aujourd'hui le quatrième pays le plus intolérant au monde en matière de religion, juste derrière la Syrie, le Nigeria et l'Irak.

Pour Palaniappan Chidambaram, l'un des signes les plus palpables de ce climat inquiétant est le rôle que se sont assignées les « brigades de défense des vaches », des groupuscules qui agissent en toute impunité et sont capables de tuer les gens qu'ils soupçonnent de commercialiser ou de consommer de la viande de bœuf. Autre domaine dans lequel l'intolérance monte, toujours selon l'ancien ministre : les relations amoureuses,



[Visualiser l'article](#)

auxquelles des commandos « anti-Roméo » cherchent à mettre fin dès lors qu'elles s'expriment dans les lieux publics.

Dans les milieux étudiants de gauche, on va naturellement plus loin. On estime que l'Inde est gouvernée par « l'extrême droite », en raison des actions violentes menées ces derniers mois sur les campus par un syndicat proche du pouvoir. Et l'on va jusqu'à qualifier le gouvernement Modi de « fasciste », rappelant que le premier ministre est non seulement le représentant du Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP) mais aussi, et surtout, un pur produit du Corps des volontaires nationaux (Rashtriya Swayamsevak Sangh, RSS), l'organisation nationaliste hindoue ultraconservatrice connue pour ses camps d'entraînement de la jeunesse en uniforme.

Vu de France, cela n'a pas vraiment de quoi surprendre quand on sait que Marine Le Pen s'était trouvée, durant la campagne présidentielle, des affinités avec Narendra Modi. Lorsqu'elle avait été reçue au Kremlin par Vladimir Poutine, au mois de mars, celle qui vient de se rasseoir dans le fauteuil de présidente du Front national avait loué la « nouvelle vision » du monde portée par le président russe, un monde de « nations souveraines » qu'incarnent également, avait-elle ajouté, Donald Trump aux États-Unis et Narendra Modi en Inde. « Je partage avec toutes ces grandes nations une vision de coopération, et non la vision belliciste de subordination trop souvent exprimée par l'Union européenne », avait-elle dit.

Ces raccourcis ne plaisent pas à tout le monde en Inde. « Dieu merci, Modi n'est pas de ceux-là ! », s'est exclamé début avril S. Prasannarajan, directeur d' *Open*, un magazine plutôt favorable au parti au pouvoir. « Ceux-là », ce sont Erdogan et Poutine, mais aussi le président des Philippines Rodrigo Duterte, celui du Venezuela Nicolás Maduro ou celui de l'Égypte Abdel Fattah el-Sissi. « On compare un peu rapidement Modi à eux parce qu'il se sent investi d'un destin consistant à changer un pays saccagé par les dirigeants corrompus qui l'ont précédé, parce qu'il a cette façon de mettre l'accent de façon un peu exagérée sur la grandeur de l'Inde et parce qu'il croit de manière inébranlable à l'action politique », fait remarquer le journaliste. Ce sont là les traits d'un leader « dominateur » mais, même sous un régime parlementaire comme celui de l'Inde, souligne S. Prasannarajan, un dirigeant peut dominer la scène politique « par la seule force de son caractère, sans contourner la Constitution, comme a pu le faire en son temps Margaret Thatcher au Royaume-Uni ».

Contrairement à Erdogan et Poutine, Modi n'a en effet pas touché aux institutions « pour les mettre au service du culte de sa personne », insiste le journaliste. Le premier ministre indien n'a pas non plus établi « un ordre nationaliste qui outrepasserait les traditions éclectiques de l'Inde ». Pour preuve, fait remarquer le directeur d' *Open*, « notre pays est toujours l'endroit de la planète où s'expriment le plus bruyamment les désaccords politiques et culturels ». Il ajoute que si les fondamentalistes hindous « ébranlent le rêve laïc des urbains » (en France, on parlerait des bobos), Narendra Modi n'en a pas fait un programme politique et n'a jamais enjoint à ses partisans de repeindre l'Inde en safran, la couleur fétiche du BJP. Du moins officiellement.

D'une certaine manière, l'économiste français Jean-Joseph Boillot abonde dans ce sens : « Comparer Modi à des dirigeants comme Erdogan, Poutine ou Trump est dans l'air du temps, parfois à juste raison, mais sa façon de gouverner est une variante très indienne de l'autocratie. » Ce spécialiste de l'Inde vient de publier un essai** sur l'Arthashastra, un traité de bonne gouvernance vieux de 25 siècles et redevenu très populaire dans le pays. « Je ne doute pas que les principaux conseillers de Narendra Modi le connaissent parfaitement, confie-t-il, il s'agit d'un texte qui décrit ce que doivent être les institutions d'un État moderne et les vertus d'un souverain suprême, avec en contrepartie, il est vrai, l'absence de contre-pouvoirs et le risque de dérapage vers un régime autoritariste. »

www.mediapart.fr
 Pays : France
 Dynamisme : 48



[Visualiser l'article](#)

L'Arthashastra montre cependant à quel point ce type de régime est « *extrêmement peu favorable* » à l'épanouissement économique, relève Jean-Joseph Boillot. Difficile de résister à la tentation de faire le rapprochement avec une Inde contemporaine qui, certes, affiche un taux de croissance insolant (plus de 7 % en rythme annuel), encore que la méthode de calcul de celui-ci soit controversée, mais qui paradoxalement ne crée pas, ou très peu, d'emplois. C'est justement l'un des problèmes majeurs auxquels est confronté Narendra Modi, à deux ans de la fin de son quinquennat. En attendant, estime Shashi Shekhar, rédacteur en chef à *The Hindustan Times*, « *Modi reste au-dessus de la mêlée* » politique.

Bien que beaucoup de choses ne tournent pas rond dans le pays depuis trois ans, le premier ministre conserve sa « *magic touch* » et apparaît comme « *le plus audacieux des chefs de gouvernement* » que l'Inde ait compté depuis Indira Gandhi, d'après lui. Mauvais exemple, rétorquerons les amis de Modi, qui ne manquent jamais de rappeler combien la fille de Nehru fit preuve, pour le coup, d'une fièvre autoritaire jamais égalée depuis, lorsqu'elle fut reconnue coupable de fraude électorale en 1975. En instaurant l'état d'urgence pour une période de près de deux ans afin de se maintenir à la tête du pays, la première ministre avait suspendu les élections et les libertés publiques, et jeté en prison nombre de ses adversaires politiques, parmi lesquels des ministres de l'actuel gouvernement dont celui des finances et de la défense, Arun Jaitley.

** *L'Inde ancienne au chevet de nos politiques*, Jean-Joseph Boillot, Éditions du Félin, 120 pages, mai 2017